

Section 5. — Sensibilisation des visiteurs de cinémas

Art. 18. L'exploitant informe les visiteurs de cinémas, par le biais des canaux de communication les plus appropriés :

1° des mesures qu'il prend concernant le contrôle du son au sein du cinéma;

2° de la répartition typique du son dans les salles de cinémas, des niveaux sonores supérieurs pouvant être attendus à l'avant du cinéma par rapport à l'arrière;

Art. 19. Au cas où un film est qualifié de relativement bruyant par le distributeur, il faut clairement l'indiquer dans le programme. Cela peut se faire, par exemple, à l'aide d'un pictogramme reconnaissable.

Section 6. — Mesures complémentaires

Art. 20. Si la technologie nécessaire à ce propos est disponible, l'exploitant prévoit un contrôle automatique des positions du main fader.

Art. 21. Durant les représentations, l'opérateur effectue régulièrement des contrôles de l'auditorium et s'assure de la qualité du son et du volume sonore.

Bruxelles, le 24 janvier 2014.

La ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200956]

23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, en ce qui concerne la composition et le fonctionnement du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.7 à D.9;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu l'avis n° 54.608/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article R.4 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.4. Le Conseil est composé de vingt-six membres effectifs et de vingt-six membres suppléants ou, si le président et le vice-président sont choisis en dehors des personnes visées à l'article R.5, de vingt-huit membres effectifs et de vingt-six membres suppléants.

Le directeur général de la D.G.A.R.N.E. ou les délégués qu'il désigne peuvent assister aux réunions du Conseil sans participer au vote. ».

Art. 2. L'article R.6 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.6. Chacune des organisations visées à l'article R.5, 1° à 8°, présente au Ministre une liste double de candidats effectifs et de candidats suppléants par mandat conféré. Pour les Commissions et Conseils visés à l'article R.5, 9°, les présidents sont les membres effectifs et les vice-présidents les membres suppléants.

Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Gouvernement. ».

Art. 3. A l'article R.7 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Les mandats prennent cours le jour de la signature de l'arrêté portant nomination des membres du Conseil. »;

2° les alinéas 6 à 8 sont abrogés.

Art. 4. L'article R.8 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement nomme le président et le vice-président, sur proposition du Ministre, le cas échéant en dehors des personnes visées à l'article R.5. Les fonctions de président et de vice-président sont attribuées à des personnes dont la compétence dans les matières de l'environnement est reconnue et qui présentent des garanties suffisantes d'indépendance.

S'ils représentent une organisation relevant d'une des catégories visées à l'article R.5, 1° à 8°, le président et le vice-président du CWEDD ne peuvent représenter la même organisation ou la même catégorie d'organisations.

En cas de démission ou de décès du président, le vice-président assure la présidence jusqu'à ce que le Gouvernement, sur proposition du Ministre, ait désigné son remplaçant.

Après deux ans et demi à dater de la signature de l'arrêté portant nomination des membres du Conseil, les fonctions de président et de vice-président sont inversées. ».

Art. 5. L'article R.9 du même Code est complété par ce qui suit :

« S'ils représentent une organisation relevant d'une des catégories visées à l'article R.5, 1° à 8°, les présidents des sections spécialisées ne peuvent représenter la même catégorie d'organisations. ».

Art. 6. L'article R.12 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.12. Les membres représentant les organisations visées à l'article R.5, 1° à 8°, ont voix délibérative. Les présidents ou vice-présidents des Conseils et Commissions visés à l'article R.5, 9°, ont voix consultative.

Le Conseil ne délibère valablement qu'en présence de la moitié des membres disposant d'une voix délibérative. Il statue alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les représentants des institutions universitaires francophones ainsi que les représentants issus d'un organisme agréé comme auteur d'études d'incidences ne participent pas au vote dans les matières soumises au Conseil en vertu des articles D.49 à D.81 de la partie décrétable.

Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents ayant droit de vote s'oppose à l'avis émis par la majorité, l'avis est complété par une mention relatant l'opinion dissidente. ».

Art. 7. L'article R.13 du même Code est abrogé.

Art. 8. A l'article R.15 du même Code, les mots « la D.G.A.R.N.E. » sont remplacés par les mots « le Service public de la Wallonie ».

Art. 9. A l'article R.16, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1° les mots « procédure de convocation, » sont abrogés;

2° au 2° les mots « ainsi que le règlement des conflits d'intérêts pouvant notamment survenir dans le cadre des procédures de vote lorsqu'un ou plusieurs membres du Conseil ont participé à la réalisation d'une étude » sont abrogés.

Art. 10. Les articles 1^{er} à 5 du présent arrêté entrent en vigueur lors du prochain renouvellement intégral du Conseil.

Art. 11. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200956]

23. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung von Buch I des Umweltgesetzbuches, was die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.7 bis D.9;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des am 23. Dezember 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 54.608/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel R.4 von Buch 1 des Umweltgesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. R.4. — Der Rat besteht aus sechsundzwanzig effektiven und sechsundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern oder aber, wenn der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende nicht unter den in Art. R.5 genannten Personen gewählt werden, aus achtundzwanzig effektiven und sechsundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern.

Der Generaldirektor der D.G.A.R.N.E. oder die von ihm bezeichneten Bevollmächtigten können den Versammlungen des Rats beiwohnen, ohne jedoch ihre Stimme abgeben zu können.»

Art. 2 - Artikel R.6 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt :

«Alle unter Art. R.5, 1° bis 8° genannten Organisationen stellen dem Minister je eine doppelte Liste der effektiven und stellvertretenden Kandidaten pro verliehenes Mandat vor. Was die in Art. R.5, 9° erwähnten Ausschüsse und Räte betrifft, sind die Vorsitzenden die effektiven, und die stellvertretenden Vorsitzenden die stellvertretenden Mitglieder.

Die effektiven und stellvertretenden Mitglieder werden von der Regierung ernannt."

Art. 3 - In Artikel R.7 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt: «Die Mandate laufen ab dem Tage der Unterzeichnung des Erlasses zur Ernennung der Mitglieder des Rates.»;

2° die Absätze 6 bis 8 werden außer Kraft gesetzt.

Art. 4 - Artikel R.8 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

«Auf Vorschlag des Ministers ernennt die Regierung den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden, gegebenenfalls außerhalb der in Artikel R. 5 erwähnten Personen. Die Ämter des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden werden Personen verliehen, deren Fachkenntnisse in den Umweltbereichen anerkannt sind, und die eine genügende Unabhängigkeitgewähr leisten.

Wenn sie eine Organisation vertreten, die einer der in Artikel R.5, 1° bis 8° erwähnten Kategorien gehören, dürfen der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung dieselbe Organisation oder Kategorie von Organisation nicht vertreten.

Wenn der Vorsitzende seinen Rücktritt erklärt oder stirbt, führt der stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz, bis die Regierung auf Vorschlag des Ministers seinen Nachfolger bezeichnet hat.

Nach zweieinhalb Jahren nach der Unterzeichnung des Erlasses zur Ernennung der Ratsmitglieder werden die Ämter als Vorsitzender und als stellvertretender Vorsitzender umgekehrt.».

Art. 5 - Artikel R.9 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

„Wenn sie eine Organisation vertreten, die einer der in Artikel R.5., 1° bis 8° erwähnten Kategorien gehört, dürfen die Vorsitzenden der spezialisierten Abteilungen dieselbe Kategorie von Organisation nicht vertreten.“.

Art. 6 - Artikel R.12 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt :

„Art. R.12 - Die Mitglieder, die die in Artikel R.5, 1° bis 8° erwähnten Organisationen vertreten, haben eine beschließende Stimme. Die Vorsitzenden oder stellvertretenden Vorsitzenden der in Artikel R.5, 9° erwähnten Räte und Ausschüsse haben eine beratende Stimme.“

Die Beschlüsse des Rates sind nur dann gültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder mit beschließender Stimme anwesend sind. Seine Beschlüsse sind dann ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder gültig.

Die Vertreter der französischsprachigen Universitätseinrichtungen sowie die Vertreter, die aus einer als Umweltverträglichkeitsprüfer anerkannten Einrichtung stammen, sind nicht berechtigt, an der Abstimmung in den Sachgebieten teilzunehmen, die dem Rat aufgrund der Artikel D.49 bis D.81 des dekretalen Teils vorgelegt werden.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Wenn mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder mit Stimmrecht dem von der Mehrheit abgegebenen Gutachten entgegenstehen, wird das Gutachten mit einem Vermerk über die Meinungsverschiedenheit ergänzt.“

Art. 7 Artikel R.13 desselben Gesetzbuches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 8 - In Artikel R.15 desselben Gesetzbuches werden die Wörter „die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ durch die Wörter „der öffentliche Dienst der Wallonie“ ersetzt.

Art. 9 - In Artikel R.16, Absatz 2 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Punkt 1° werden die Wörter „die Einberufungsverfahren“ außer Kraft gesetzt.

2° in Punkt 2° werden die Wörter „sowie die Beilegung der Interessenkonflikte, die sich insbesondere im Rahmen der Abstimmungsverfahren ereignen können, wenn ein bzw. mehrere Mitglieder des Rates an der Ausführung einer Studie teilgenommen haben“ werden außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - Die Artikel 1 bis 5 des vorliegenden Erlasses treten bei der nächsten vollständigen Erneuerung des Rates in Kraft.

Art. 11 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200956]

23 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, wat betreft de samenstelling en de werking van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling)

De Waalse Regering,

Gelet op boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.7 en D.9;

Gelet op het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op advies nr. 54.608/4 van de Raad van State, gegeven op 23 december 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel R.4 van Boek I van het Milieuwetboek wordt vervangen als volgt :

„Art. R.4. De Raad bestaat uit zesentwintig gewone leden en zesentwintig plaatsvervangende leden of, als de voorzitter en de ondervoorzitter gekozen worden buiten de personen bedoeld in artikel R.5, uit achtentwintig gewone leden en achtentwintig plaatsvervangende leden.“

De directeur-generaal van het "D.G.A.R.N.E." (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) of de door hem aangewezen afgevaardigden kunnen de vergaderingen van de Raad bijwonen zonder stemgerechtigd te zijn.“

Art. 2. Artikel R.6 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

„Art. R.6. Elke organisatie bedoeld in artikel R.5, 1° tot en met 8°, legt de Minister een dubbelantal van gewone en plaatsvervangende kandidaten per toegewezen mandaat voor. Voor de Commissies en Raden bedoeld in artikel R.5, 9°, zijn de voorzitters de gewone leden en de ondervoorzitters de plaatsvervangende leden.“

De gewone en plaatsvervangende leden worden door de Regering benoemd.“

Art. 3. In artikel R.7 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt : "De mandaten beginnen te lopen op de datum van ondertekening van het besluit tot benoeming van de leden van de Raad.";

2° de leden 6 tot en met 8 worden opgeheven.

Art. 4. Artikel R.8 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Op de voordracht van de Minister benoemt de Regering de voorzitter en de ondervoorzitter, in voorkomend geval onder andere personen dan degenen bedoeld in artikel R.5. De ambten van voorzitter en ondervoorzitter worden toegewezen aan personen wier bevoegdheid inzake leefmilieu erkend is en die kunnen aantonen dat hun onafhankelijkheid voldoende gewaarborgd is.

Indien ze een organisatie die tot één van de categorieën bedoeld in artikel R.5, 1° tot 8° behoort, vertegenwoordigen, mogen de voorzitter en de ondervoorzitter van de CWEDD niet dezelfde organisatie of dezelfde categorie organisaties vertegenwoordigen.

In geval van ontslag of overlijden van de voorzitter bekleedt de ondervoorzitter het voorzitterschap totdat de Regering, op de voordracht van de Minister, zijn plaatsvervanger heeft aangewezen.

Na twee en een half jaar na de ondertekening van het besluit tot benoeming van de leden van de Raad worden de ambten van voorzitter en ondervoorzitter omgekeerd."

Art. 5. Artikel R.9 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

"Indien ze een organisatie die tot één van de categorieën bedoeld in artikel R.5, 1° tot 8° behoort, vertegenwoordigen, mogen de voorzitters van de gespecialiseerde secties niet dezelfde categorie organisaties vertegenwoordigen."

Art. 6. Artikel R.12 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. R.12. De leden die de in artikel R.5., 1° tot 8°, bedoelde organisaties vertegenwoordigen, zijn stemgerechtigd. De voorzitters of ondervoorzitters van de in artikel R.5., 9°, bedoelde Raden en Commissies zijn stemgerechtigd.

De Raad vergadert slechts rechtsgeldig als ten minste de helft van zijn stemgerechtigde leden aanwezig is. Hij beslist dan op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De vertegenwoordigers van de Franstalige universitaire instellingen alsmede de vertegenwoordigers afkomstig van een als auteur van een milieueffectonderzoek erkende instelling zijn niet stemgerechtigd voor aangelegenheden onderworpen aan de Raad krachtens de artikelen D.49 tot en met D.81 van het decreetgevende deel.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Wanneer minstens een vierde van de aanwezige stemgerechtigde leden zich tegen het door de meerderheid uitgebracht advies verzet, gaat het advies vergezeld van een bericht waarin gewag wordt gemaakt van de afvallige mening."

Art. 7. Artikel R.13 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel R.15 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu" vervangen door de woorden "De Waalse Overheidsdienst".

Art. 9. In artikel R.16, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt het woord "oproepingsprocedures" opgeheven;

2° in 2° worden de woorden "alsmede het reglement m.b.t belangenconflicten die zich meer bepaald zouden kunnen voordoen in het kader van de stemmingsprocedures wanneer één of meer leden van de Raad aan een onderzoek hebben meegewerkt" opgeheven.

Art. 10. De artikelen 1 tot 5 van dit besluit treden in werking bij de eerstvolgende integrale hernieuwing van de Raad.

Art. 11. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200856]

30 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le cadre organique du personnel de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2007 fixant le cadre organique du personnel de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 novembre 2013;